

Le Numéro Cinq Sous



Le Numéro Cinq Sous

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTÉRATURE.

PRO ARIS ET FOCIS

SCIENCES, ARTS.

1er Septembre 1827.

NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI, 25 FEVRIER 1909

82ème Année.

Ce qu'on pense en France et à l'étranger de l'Accord Franco-Allemand.

C'est avec une satisfaction quasi unanime, comme il fallait s'y attendre, que les milieux politiques et parlementaires de France et d'Allemagne ont accueilli la nouvelle d'un accord franco-allemand qui met fin à l'obsédant cauchemar marocain. C'est là, du moins, l'impression qui se dégage de ces déclarations que quelques-uns de nos confrères ont recueillies au près des personnages officiels, et de tous ceux, en général, qui ont été appelés à jouer un rôle quelconque dans les derniers événements de la politique étrangère.

Au "Siècle", M. Clemenceau a donné son opinion dans les termes suivants, ultra-optimistes, bien entendu :

Je ne vous cacherais pas ma satisfaction de l'accord franco-allemand, ce qui ne veut pas dire que nous devions triompher bruyamment, loin de là. Soyons dignes et calmes dans le succès, comme nous le fûmes récemment dans les difficultés.

Il faut, en tout cas, ne pas se dissimuler toute l'importance du pas qui vient d'être fait par notre diplomatie. Cet accord, c'est, ni plus ni moins, le désintéressement de l'Allemagne des affaires du Maroc, la fin de la politique des coups d'épingle, de la politique de Tanger et du débarquement.

Je vous le répète : soyons dignes, ne triomphons pas. Il est inutile de crier notre satisfaction, quand les faits parlent d'eux-mêmes pour nous.

Du reste, il n'a tenu qu'à l'Allemagne que l'accord d'aujourd'hui soit conclu depuis longtemps déjà. En effet, en 1907, il y eut des négociations entamées dans le même sens par M. de Saint-Aulaire. Elles n'aboutirent pas.

Pourquoi viennent-elles d'aboutir aujourd'hui ? Je n'hésite pas à attribuer ce revirement dans la politique allemande d'abord, à la lassitude continue de notre attitude au Maroc, puis aux récents incidents de Casablanca.

L'Allemagne est enfin convaincue de la pureté de nos intentions et, personnellement, j'en suis très heureux, car, vous le savez, j'ai toujours été hostile à toute conquête du Maroc. On nous reconquiert aujourd'hui des droits de puissance privilégiée par le fait de notre voisinage. C'est tout ce que nous demandons. En cas de troubles, l'Europe sait que nous ne serons toujours là. Je ne souhaite pas de nouvelle intervention, bien entendu, et je crois que les effets de notre pacification seront durables. Mais il est indispensable que l'on puisse compter sur nous et que nous soyons d'accord là-dessus avec toutes les puissances.

Revenant ensuite sur la date choisie pour la publication du document, M. Clemenceau a dit que l'Allemagne avait tenu à prouver qu'elle s'était entendue avec la France avant l'arrivée d'Edouard VII et que M. de Bülow a voulu également, par là, répondre aux pangermanistes.

"En résumé, c'est la clôture de la question marocaine et je vous répète volontiers que ma satisfaction est grande."

A une question qui lui est posée au sujet d'une contre-partie quelconque à l'accord actuel, M. Clemenceau répond nettement :

Pas du tout. Nous obtenons cela sans compensation aucune, sans rien promettre, sans contre-partie exprimée ou secrète.

Les puissances, toutes les puissances qui ont des intérêts économiques au Maroc, sont aujourd'hui assurées que rien n'y gênera leur développement. Elles acquiescent, au contraire, la certitude que, grâce à la France, elles pourront étendre leur champ d'action dans ces contrées où l'on a fait succéder la paix et l'ordre à l'anarchie et aux massacres.

Enfin, elles voient avec un plaisir manifeste deux grandes nations inaugurer une politique qui donnera à la paix universelle un solide élan.

Telle est d'ailleurs, remarquons-le, l'impression qui lui revient de toutes parts.

L'opinion de M. D.-Lassé était curieuse à connaître. L'ancien ministre des affaires étrangères n'éprouve aucune hésitation à approuver sans réserves l'accord nouveau et à féliciter son successeur de ce succès diplomatique ; c'est, en tout cas, ce qui ressort de ses déclarations à "l'Echo de Paris".

A regarder d'un peu près, cette déclaration n'est guère que la reproduction, sinon dans ses termes, du moins dans sa substance, de l'article 2 de l'accord franco-anglais du 8 avril 1904 concernant le Maroc, qui se retrouve textuellement dans la déclaration franco-espagnole du 3 octobre de la même année.

Ainsi, il est manifeste aux yeux de tous, qu'en cherchant, par les accords de 1904, à sauvegarder les intérêts politiques de la France dans un pays dont l'indépendance et la tranquillité importent au plus haut point à la sécurité et au développement pacifique de l'Afrique, le gouvernement de la République a obéi au seul, mais impérieux souci, de défendre les approches de notre empire africain.

Et s'il est vrai, comme disent certaines dépêches de Berlin, que cet accord soit venu d'Allemagne, une signification particulière s'y attache que nous devons apprécier pleinement.

M. Jaurès, naturellement, n'est pas moins satisfait : "Je ne puis que me réjouir, dit-il au "Petit Parisien", de l'accord franco-allemand. Je le trouve en conformité avec les idées que j'ai toujours défendues à la tribune... Nous avions signé avec l'Angleterre un traité qui garantissait les deux pays contre les litiges qui pouvaient survenir à cause du Maroc. Aujourd'hui nous signons un accord analogue avec l'Allemagne. C'est parfait."

"Une seule réflexion : On aurait pu commencer par là il y a cinq ans !"

Enfin, au cours d'une enquête accomplie par le "Matin", signalons les réponses suivantes :

Nous ne pouvons que nous féliciter de la conclusion de l'accord franco-allemand au sujet du Maroc.

Certes, nous ne mériterions pas d'éloge qu'un jour, au Reichstag, M. de Bülow ait dit de la fin de la question que nous oubliions jamais les questions qui doivent rester réservées.

Les Allemands eux-mêmes nous mépriseraient si l'idée du droit cessait d'être l'inspiration suprême de notre politique. Mais j'ai toujours pensé, pour ma part, que le silence gros de malentendus est une politique funeste. Il est de l'intérêt de l'Europe que les deux nations conversent loyalement, courtoisement, sans arrière-pensée, sur toutes les questions qui les intéressent l'une et l'autre, et d'où peut dépendre le maintien de la paix.

Paul DESCHANEL, Président de la commission des affaires extérieures.

Je ne vous donnerai qu'une impression superficielle sur la conclusion de cet accord, dont je ne connais qu'imparfaitement les clauses. Vous pouvez dire que je considère cet arrangement comme un événement de bon augure pour la paix de l'Europe et que je suis très heureux de cette manifestation.

RIBOT, Ancien président du conseil. On peut se féliciter de la preuve de bonne volonté réciproque que viennent de donner les deux nations, mais il faut voir par le suite le terrain de la pratique. En principe, je considère, cette manifestation comme une chose très intéressante et qui semble venir à un moment propice.

CHARLES DUPUY, Ancien président du conseil. Ce qui me frappe tout d'abord, c'est que le document en question soit publié simultanément à Paris et à Berlin le jour même où Edouard VII arrive en Allemagne. Certes, on ne peut que se réjouir de cette détente et du savoir que cet accord inflige à la politique de M. de Bülow.

La conclusion à en tirer, c'est que si l'Allemagne est sincère, elle s'empresse de déplorer les agissements diplomatiques qui servent au Maroc la politique de M. de Bülow.

Examinons maintenant les commentaires de la presse parisienne. Là encore, l'approbation est unanime, avec des variantes toutefois quant à la moralité qu'il faut tirer de cette heureuse solution.

C'est ainsi que le "Temps" écrit avant-hier :

Cette fin de la querelle marocaine peut, si l'on veut, marquer une date capitale dans l'histoire de l'Europe. Le Maroc, en effet, n'était qu'une "occasion". M. de Bülow l'a dit et répété. Si donc il est devenu objet d'accord, c'est non seulement qu'on a reconnu que le problème local n'était pas insoluble : c'est aussi que la situation générale a été modifiée, ou encore que "l'occasion" n'existe plus. Au risque d'être accusés d'un excès de généralisation, nous croyons en effet que l'Europe, dans cette lutte pour l'équilibre qu'elle soutient depuis des siècles contre elle-même, touche à un point de stabilité qui, de longtemps encore, ne semblait pas devoir être atteint.

Les "Débats" :

L'Allemagne reconnaît franchement le fait de l'entente cordiale ; elle ne veut plus songer à nous brouiller avec l'Angleterre. Devant la résolution de notre gouvernement, elle finit par s'incliner de bonne grâce. C'est l'autre signification de la déclaration du 9 février, et ce n'est pas la moins importante. Le système des alliances et des ententes n'est pas modifié. Nous restons aussi fermement attachés que par le passé à la Russie et à l'Angleterre. Nous continuerons de poursuivre avec elles, dans un esprit de mutuelle confiance, avec plus de sécurité, une politique de paix et de progrès général.

Le "Figaro" exprimait de son côté une opinion également optimiste :

L'Allemagne a choisi son heure, qui est celle où nous avons démontré que nous n'abusons en aucun cas ni de nos "droits politiques" ni de nos "intérêts politiques particuliers". C'est aussi l'heure où les aspirations pacifiques s'affirment, s'affirment partout avec une force irrésistible, l'heure où nous avons évité si sagement les tentations et les écueils de la crise orientale, l'heure où nous avons attesté l'étrange solidarité qui nous unit à nos alliés et à nos amis, l'heure où nous avons sans fracas ni parade, mais avec efficacité, joué notre rôle conciliateur dans le conflit balkanique. Nous avons gardé tous nos anciens amis et nous avons acquis des sympathies nouvelles.

La "Liberté" constate comme quoi l'accord franco-allemand est le résultat d'une énergie intervention de l'Angleterre :

Ce n'est plus guère un secret d'Etat qu'Edouard VII répondit aux récentes avances de Guillaume II et à toutes les suggestions d'entente directe par la demande formelle d'un éclaircissement préalable des prétentions allemandes au Maroc. Les amusements de ce genre nous signalaient hier notre retard du train de M. Cambon et l'attente de la chancellerie sont d'ailleurs plus éloquentes que tous les commentaires. Et Guillaume II, visiblement, avait le pouvoir d'offrir plus agréablement à son hôte que "l'acte de raison" où se ramène l'accord franco-allemand.

Du "Matin", ces suggestives

AU MEXIQUE.

Culiacan, Mexique, 24 février.—On a appris, aujourd'hui, que trois hommes et deux femmes avaient été tués, ces jours derniers près de Mazatlan, pendant un combat entre des montagnards et une bande de bohémien.

Les montagnards avaient demandé aux bohémien d'assister à une danse et sur leur refus avaient ouvert le feu, en tuant deux sur le coup et en blessant grièvement une troisième.

Les bandits s'enfuirent après ce haut fait, mais ils furent poursuivis par les bohémien qui réussirent à en tuer trois.

La Commission de l'Opium.—Changhai, Chine, 24 février.—La Commission Internationale chargée de régler la question de l'opium s'ajournera à la fin de la semaine prochaine. En sus de condamner la contrebande et l'emploi de l'opium, la commission recommandera la prohibition internationale de la morphine.

Le président Roosevelt assiste aux funérailles de son neveu.—New York, 24 février.—Le président et Mme Roosevelt et leurs filles Mme Nicolas Longworth et Miss Ethel Roosevelt, sont arrivés de bonne heure, ce matin à New York pour assister aux funérailles de Stewart Douglas Robinson, le neveu du président, qui s'est tué dans la nuit de samedi dernier en tombant d'une fenêtre d'un dortoir de l'Université de Harvard.

Le président Roosevelt et sa famille en descendant du ferry ont pris place dans deux automobiles qui les ont rapidement conduits au domicile de M. Theodore Robinson.

Le service funèbre a été célébré à l'Eglise épiscopale de la Sainte-Communauté par le Révérend Henry Mottet.

Immédiatement après les funérailles le président Roosevelt a retraversé l'Hudson et à 11:45 heures prenait un train à Jersey City pour rentrer à Washington.

Les dégâts commis par un ouragan.—Memphis, Tenn., 24 février.—La violence de l'orage qui a sévi à l'est de l'Arkansas, au Nord du Mississippi et à l'ouest du Tennessee hier est démontrée par les nouvelles qui ont été reçues ce matin.

La ville de Fisher dans le comté Poinsett de l'Arkansas a été virtuellement détruite deux bâtiments seulement étant intacts, et six personnes ont été tuées. Il y a eu aussi de nombreux blessés.

Six personnes ont péri près d'Augusta et nombre d'autres ont été blessés.

Les fils télégraphiques et téléphoniques étant abîmés dans la section où s'est produit l'ouragan il est impossible de connaître exactement l'étendue des dégâts.

Dans le Mississippi les dommages à la propriété ont été considérables.

Plusieurs grandes structures ont été abîmées près de Greenville et de nombreuses petites bâtisses ont été démolies.

A New Albany plusieurs maisons ont été frappées par la foudre.

A Tunica de nombreuses bâtisses ont été endommagées et plusieurs sont complètement détruites.

La tempête a été très violente aussi à Memphis et dans les environs. A Aullon Mme C. E. Baldwin a été prise parmi les débris de sa résidence et grièvement blessée.

Une église a été rasée à la station Gregg et plusieurs maisons ont été abîmées.

W. T. Bismun a été blessé. Plusieurs bâtisses ont été endommagées à Birmingham.

LA COMMISSION DE L'OPIMUM.

Changhai, Chine, 24 février.—La Commission Internationale chargée de régler la question de l'opium s'ajournera à la fin de la semaine prochaine. En sus de condamner la contrebande et l'emploi de l'opium, la commission recommandera la prohibition internationale de la morphine.

Le président Roosevelt assiste aux funérailles de son neveu.—New York, 24 février.—Le président et Mme Roosevelt et leurs filles Mme Nicolas Longworth et Miss Ethel Roosevelt, sont arrivés de bonne heure, ce matin à New York pour assister aux funérailles de Stewart Douglas Robinson, le neveu du président, qui s'est tué dans la nuit de samedi dernier en tombant d'une fenêtre d'un dortoir de l'Université de Harvard.

Le président Roosevelt et sa famille en descendant du ferry ont pris place dans deux automobiles qui les ont rapidement conduits au domicile de M. Theodore Robinson.

Le service funèbre a été célébré à l'Eglise épiscopale de la Sainte-Communauté par le Révérend Henry Mottet.

Immédiatement après les funérailles le président Roosevelt a retraversé l'Hudson et à 11:45 heures prenait un train à Jersey City pour rentrer à Washington.

Les dégâts commis par un ouragan.—Memphis, Tenn., 24 février.—La violence de l'orage qui a sévi à l'est de l'Arkansas, au Nord du Mississippi et à l'ouest du Tennessee hier est démontrée par les nouvelles qui ont été reçues ce matin.

La ville de Fisher dans le comté Poinsett de l'Arkansas a été virtuellement détruite deux bâtiments seulement étant intacts, et six personnes ont été tuées. Il y a eu aussi de nombreux blessés.

Six personnes ont péri près d'Augusta et nombre d'autres ont été blessés.

Les fils télégraphiques et téléphoniques étant abîmés dans la section où s'est produit l'ouragan il est impossible de connaître exactement l'étendue des dégâts.

Dans le Mississippi les dommages à la propriété ont été considérables.

Plusieurs grandes structures ont été abîmées près de Greenville et de nombreuses petites bâtisses ont été démolies.

A New Albany plusieurs maisons ont été frappées par la foudre.

A Tunica de nombreuses bâtisses ont été endommagées et plusieurs sont complètement détruites.

La tempête a été très violente aussi à Memphis et dans les environs. A Aullon Mme C. E. Baldwin a été prise parmi les débris de sa résidence et grièvement blessée.

Une église a été rasée à la station Gregg et plusieurs maisons ont été abîmées.

W. T. Bismun a été blessé. Plusieurs bâtisses ont été endommagées à Birmingham.

Des arbres ont été déracinés à Memphis et les fils de téléphones et télégraphes ont été enchevêtrés, mais il n'y a pas eu d'accidents.

Sauvée.—Seattle, Washington, 24 fév.—Les neuf ouvriers qui avaient été ensevelis hier après midi, par l'effondrement des parois d'un

Certains Pianos Vendus à \$4.00 et \$5.00 par mois chez GRUNEWALD. Pianos achetés, réparés, accordés, polis, échangés, etc.

IL N'Y A PAS D'OBSCUR QUE L'IGNORANCE. Une Histoire de Détective. W. G. TEBALD, 217-223 Rue Royale et 610-612 Rue du Canal.

F. A. BRUNET, JOAILLIERS ET OPTICIENS. 313 RUE ROYALE. ALLIANCES ET BAGUES DE MARIAGE EN TOUT GENRE.

William Frantz & Cie., JOAILLIERS ET OPTICIENS. Marchandises en Argent Véritable et en Or Massif.

D. MERCIER'S SONS. Les marchands renommés par la modicité des prix de leurs articles et la loyauté dans leurs transactions commerciales.

Inondations dans le Kentucky et l'Arkansas.

Louville, Ky. 24 février.—Les pluies torrentielles qui depuis deux jours sont tombées sur le Kentucky et divers comtés de l'Indiana et du Tennessee ont causé une crue subite des rivières qui en maints endroits menacent de déborder.

A Louisville l'inondation a déjà causé des dommages matériels considérables et la crue ne paraît pas avoir atteint son maximum.

Little Rock, Ark., 24 février.—Le tornado qui s'est abattu la nuit dernière sur le comté de Lonoke, Arkansas, a causé la mort de treize personnes. De nombreuses maisons ont été détruites dans les comtés de Lonoke, Prairie, Woodruff et Poinsett.

A Fisher, un village de 400 âmes, deux maisons seulement restent debout ; les autres ont été arrachées à ras du sol et de nombreux blessés gisent sous les débris.

LAZARD'S. Les Mères qui veulent des enfants ont avec recherche devraient voir nos nouveaux COMPLETS de Printemps pour GARÇONS.

DEPECHE TELEGRAPHIQUES

La controverse Austro-Berbe.

Berlin, 24 février.—Le gouvernement allemand ayant refusé de s'associer à la proposition française visant à faire des représentations à Vienne en vue d'amener une entente entre l'Autriche et la Serbie, on croit dans les cercles diplomatiques que les puissances renonceraient à faire une nouvelle tentative de conciliation entre les deux pays.

Dans les milieux officiels allemands on considère que ce n'est pas à Vienne que des représentations devraient être faites, mais à Belgrade.

Les appointements du président.

Washington, D. C., 24 février.—La Chambre a rejeté aujourd'hui le projet de loi présenté récemment par le Sénat, visant à augmenter les appointements du président des Etats-Unis en les portant à 100,000 dollars.

Tornado dans l'Alabama.—Tuscomb, Ala., 24 février.—Un tornado s'est abattu la nuit dernière sur plusieurs comtés de l'Alabama, causant des dommages matériels considérables.

A Tuscomb plusieurs maisons ont été détruites ; un enfant de deux ans a été écrasé par la chute d'un toit et trois personnes blessées.

Louisville l'inondation a déjà causé des dommages matériels considérables et la crue ne paraît pas avoir atteint son maximum.

Little Rock, Ark., 24 février.—Le tornado qui s'est abattu la nuit dernière sur le comté de Lonoke, Arkansas, a causé la mort de treize personnes. De nombreuses maisons ont été détruites dans les comtés de Lonoke, Prairie, Woodruff et Poinsett.

A Fisher, un village de 400 âmes, deux maisons seulement restent debout ; les autres ont été arrachées à ras du sol et de nombreux blessés gisent sous les débris.

LAZARD'S. Les Mères qui veulent des enfants ont avec recherche devraient voir nos nouveaux COMPLETS de Printemps pour GARÇONS.